



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES LANDES

Direction des actions de l'État  
et des collectivités locales  
Bureau des actions de l'État

**ARRETE DAECL/2016/N°795 AUTORISANT LA LEVÉE DES GARANTIES FINANCIÈRES  
DE LA CARRIÈRE LAFITTE TP à BISCARROSSE  
au lieu-dit « Maison forestière de Naouas »**

**Le préfet des Landes  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU le Livre V, Titre 1<sup>er</sup>, Chapitre VI du Code de l'Environnement et notamment les articles R516-1 et R516-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°96 du 22 février 1993 autorisant la Société Nouvelle des Routes d'Aquitaine à exploiter pour une durée de 20 ans une carrière de sable sur la commune de BISCARROSSE au lieu-dit « maison forestière de Naouas » ;

VU l'arrêté préfectoral n°560 du 19 août 1999 autorisant la Société Jean LEFEBVRE SUD-OUEST à poursuivre l'exploitation de cette carrière de sable ;

VU l'arrêté préfectoral n°313 du 23 mai 2003 autorisant la Société LAFITTE TP à exploiter la carrière de sable de BISCARROSSE sise au lieu-dit « maison forestière de Naouas » ;

VU l'acte de cautionnement solidaire établi par la société QBE Insurance (Europe) Limited au profit de la société LAFITTE TP le 12 mars 2013 ;

VU le dossier de déclaration de fin de travaux déposé le 18 avril 2013 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 9 juin 2016 ;

VU le procès verbal de récolement établi par l'inspecteur de l'environnement en date du 9 juin 2016 ;

VU l'avis de la CDNPS en formation dite « des carrières » en date du 8 décembre 2016 ;

**CONSIDERANT** que la société LAFITTE TP a procédé au réaménagement de la carrière susvisée en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Landes ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> : Levée des garanties financières**

La société LAFITTE TP n'est plus soumise à l'obligation de disposer de garanties financières pour sa carrière de sables située sur la commune de BISCARROSSE au lieu-dit "Maison Forestière de Naouas" qui a été mise à l'arrêt définitif.

La Localisation de la parcelle concernée est la suivante :

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de la parcelle	Superficie de la parcelle
BISCARROSSE	AP	« maison Forestière de Naouas »	39	45 000 m <sup>2</sup> environ

**Article 2 : Dispositions administratives**

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de BISCARROSSE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes.

**Article 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Pau – 10, cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, dans un délai d'un an à compter de la date de publication ou de l'affichage de cette décision
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4 : Copie et exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Landes,

le maire de la commune de BISCARROSSE,

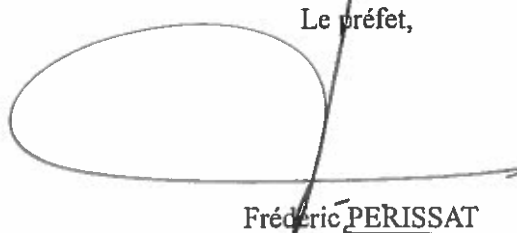
le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société QBE Insurance (Europe) Limited – Coeur Défense – Tour A110 Esplanade du Général de Gaulle 92400 COURBEVOIE.

MONT DE MARSAN, le **28 DEC. 2016**

Le préfet,



Frédéric PERISSAT